Baromètre de l'Éco

Les chiffres clés
de l'économie
dans le Grand Besançon

2026

grand besançon développement







Le baromètre économique partenarial

Grand Besançon Métropole s'appuie sur son observatoire économique dédié à la production, au suivi et à la diffusion de **la connaissance économique territoriale**. Cet outil s'inscrit dans une démarche partenariale visant à construire une information partagée, fiable et objectivée.

2 axes :

L'observation : produire et diffuser de la connaissance territoriale

- **Un outil de suivi** synthétique de la conjoncture économique locale, de type « tableau de bord »
- permettant d'informer sur **les dynamiques économiques**
- par la diffusion d'**une analyse fiable** et lisible, fondée sur des données consolidées.

Le partenariat : construire une analyse reconnue et partagée

- **Une expertise partagée** pour valider des chiffres de référence sur le territoire
- mobilisant des données objectivées dans un objectif de **neutralité statistique**
- s'appuyant sur l'expertise d'un **groupe d'acteurs institutionnels** (URSSAF, INSEE, France Travail).

2 modalités :

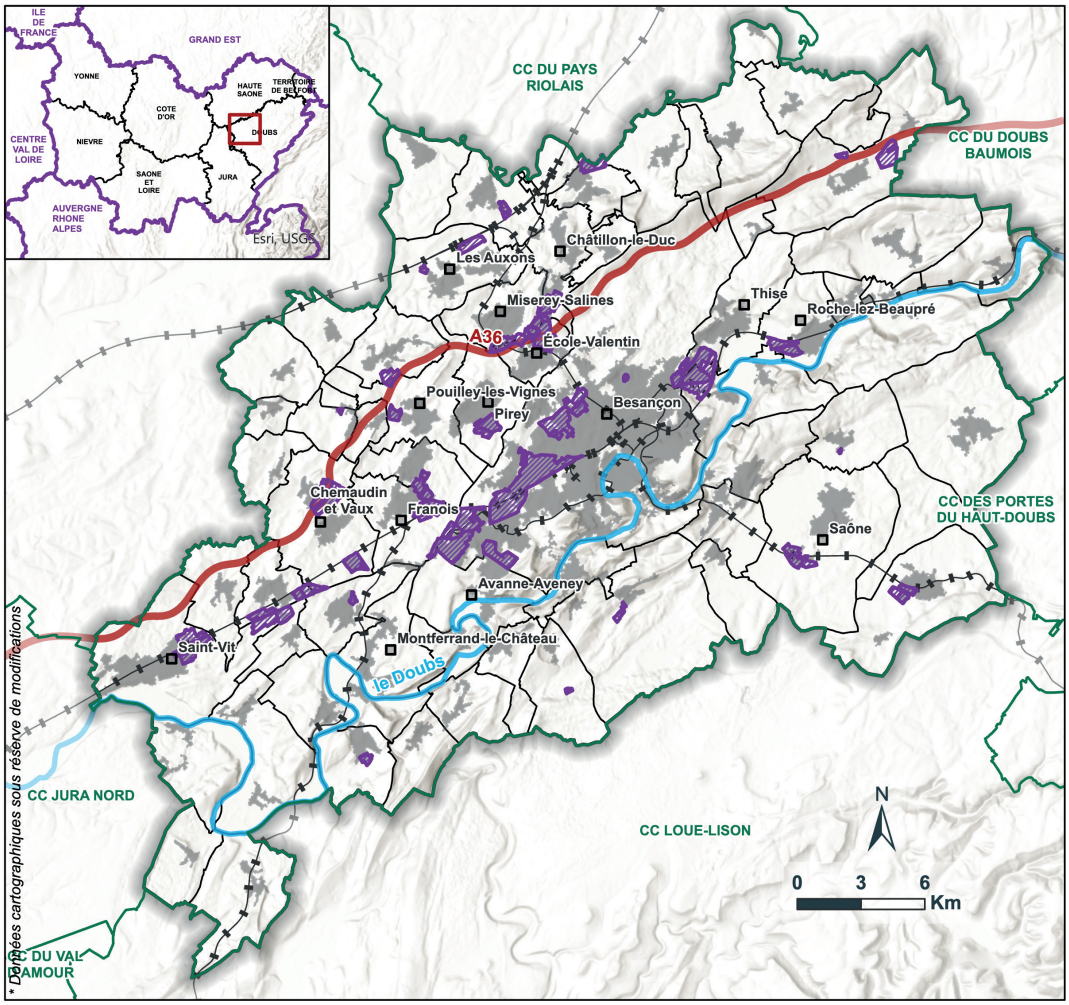
Sélection d'indicateurs simples, robustes et adaptés avec les partenaires à l'échelle de GBM*

Fréquence de mise à jour annuelle

Remerciements :
GBM remercie ses partenaires : l'INSEE, l'URSSAF, France Travail et la CRESS BFC pour leur contribution active à cette publication, ainsi que la DREETS BFC pour son appui thématique.

*sauf le taux de chômage, à l'échelle de la zone d'emploi

Le territoire du Grand Besançon



Légende

- Intercommunalité
- Communes de plus de 2000 habitants
- Contours des ZAE
- Cours d'eau
- A36
- Tronçon voie ferrée
- Tâche urbaine
- Contour de Grand Besançon Métropole
- Communes

Direction Économie, Innovation et Territoires
© Grand Besançon 2026

LES CHIFFRES CLÉ DU TERRITOIRE

531 km²

197 060 habitants

99 800 emplois

67 communes

La population du Grand Besançon

Population

197 060 habitants

371 hab./km²

Structure par âge



18,2 % des habitants ont 65 ans et +

16,7 % 15-24 ans

(20,7 % à Besançon en raison des étudiants)

+ 2 % croissance de la population entre 2017 et 2023

+1,4 % entre 2012 et 2017

60 % de la population du Grand Besançon habite à Besançon

soit **118 490** hab.

dont la population reste stable + croissance démographique périurbaine

Ménages

98 020 ménages

+ 5,5 % par rapport à 2017

1,95 personne par ménage

2,01 en 2017

Ville Campus

1/8 des habitants est étudiant (1/5 sur la ville)

3 Campus majeurs

32 Organismes

540 Formations diplômantes

Besançon 3e ville étudiante de France

(classement l'Étudiant 2026, catégorie "villes moyennes")

24 500 étudiants

Revenus et pauvreté

26 010€

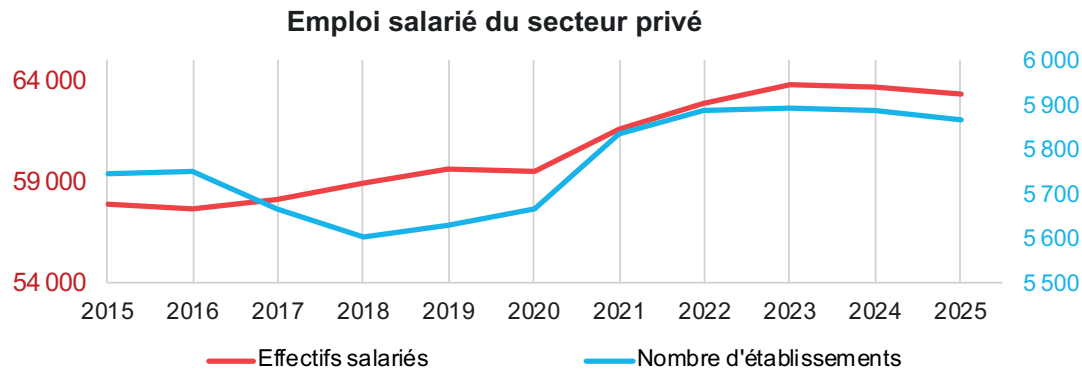
Revenu médian annuel disponible par unité de consommation

16,6 % Taux de pauvreté*

*le taux de pauvreté correspond à 60 % de la médiane des niveaux de vie. INSEE

GBM - DEIT, INSEE RP 2023, Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Filosofi 2026, RECTORAT - MESRI 2025

L'emploi du Grand Besançon



hors intérim, URSSAF 2025

➔ **Emploi total (INSEE, RP 2023, FLORES) :**

- **99 800** emplois localisés dans GBM
- **82 640** actifs sur le territoire
- **6 990** établissements employeurs

➔ **Effectifs salariés privé (hors intérim, URSSAF, 2025) :**

- **63 380** salariés du secteur privé
- **5 870** établissements privés avec effectifs

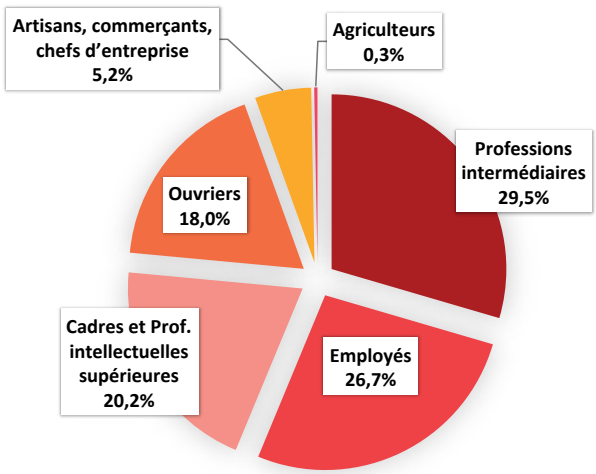
➔ **Secteur public (estimation DEIT, Insee - SIASP 2024) :**

- **~ 29 000** postes occupés dans le public
- **~ 780** structures publiques dont ~ 180 employeuses

➔ **Indépendants (URSSAF, 2025, TI administrativement actifs) :**

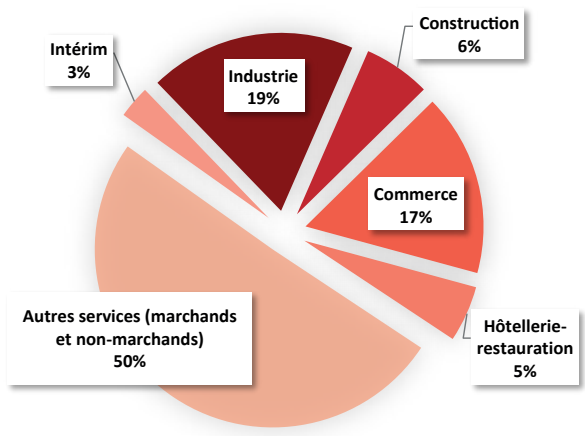
- **13 000** travailleurs indépendants
  - dont **3730** en polyactivité
  - dont **1710** praticiens et auxiliaires médicaux

Répartition des actifs par groupe socioprofessionnel



INSEE RP 2023

Répartition des salariés du privé par secteur d'activité



hors intérim, URSSAF 2025

Les effectifs salariés du secteur privé dans le Grand Besançon en 2025

	Le secteur privé en 2025	Évolution sur 1 an (2024 - 2025)	Évolution sur 3 ans (2022 - 2025)	Demande sur 1 an	
Industrie	11 898 emplois 484 établissements 3 230 € brut de SMPT* **+ 702 indépendants**	↘ - 2,2 % ↘ - 1,6 %	↗ + 2,8 % ↘ - 3,3 %	572 offres d'emplois	↗ + 4 %
Construction	3 854 emplois 473 établissements 2 570 € brut de SMPT **+ 1 013 indépendants**	= -0,1 % ↘ - 1,5 %	↘ - 1,2 % ↘ - 2,1 %	236 offres d'emplois	↗ + 22 %
Commerce	10 512 emplois 1304 établissements 2 480 € brut de SMPT **+ 1 613 indépendants**	= -0,3 % ↘ -1,6 %	↘ - 2 % ↘ - 2,5 %	701 offres d'emplois	↗ + 4 %
Hôtellerie-Restauration	3 230 emplois 461 établissements 1 750 € brut de SMPT **+ 425 indépendants**	= -0,3 % ↗ +1,5 %	↗ + 3,8 % ↗ + 3,1 %	640 offres d'emplois	↗ + 10 %
Autres services (marchands et non-marchands)	32 013 emplois 3 044 établissements 2 530 € brut de SMPT **+ 9 249 indépendants**	= -0,6 % = +0,5 %	↗ + 2,7 % ↗ + 0,8 %	6 393 offres d'emplois	↘ - 24 %
Intérim	1 870 emplois 104 établissements	↘ -8,1 % ↘ -1,9 %	↘ - 25,3 % ↗ + 5 %	7 019 offres d'emplois	↗ + 20 %
TOTAL	63 377 emplois 5 870 établissements 2 620 € brut de SMPT **+ 13 000 indépendants**	↘ -1 % = -0,3 %	= + 0,6 % = - 0,3 %	15 579 offres d'emplois	↘ - 4 %

*SMPT (Salaire Moyen Par Tête) : calculé en rapportant la somme des masses salariales annuelles à l'effectif moyen annuel

URSSAF, DSN, Emploi salarié 2025 (Intérim à part, hors agriculture, hors activités extraterritoriales
https://open.urssaf.fr/pages/dataviz-etablissements-et-effectifs-salaries/

France Travail - Offres d'emploi enregistrées par France Travail entre juin 2025 et mai 2026

Les effectifs salariés du secteur privé dans le Grand Besançon en 2025

Parole d'expert

L'emploi salarié privé connaît une légère baisse sur un an (- 1 %), principalement portée par les services (- 0,6 %, mais avec des effectifs salariés importants) et par l'industrie (-2,2 %). Dans les services marchands, la baisse d'activité provient d'un ralentissement dans le transport, les activités immobilières, juridiques et les activités d'information-communication.

L'hôtellerie-restauration et la construction stabilisent leur effectif après plusieurs années difficiles (post-covid).
La construction, bien qu'en souffrance au niveau national, résiste au niveau local et parvient à stabiliser les effectifs (-0,1 %).
À l'inverse, l'industrie a bénéficié d'une relance post-covid (+2,8 %), mais celle-ci s'essouffle en lien avec les difficultés rencontrées au niveau national. On note par ailleurs un effet ciseau en industrie : l'emploi salarié recule (-2,2 % sur un an) alors que les offres d'emploi progressent (+4 %).

Le commerce diminue sur fond de baisse de la consommation et du pouvoir d'achat.

Les services constituent le principal secteur, avec plus de 32 000 effectifs, soit la moitié. Leur évolution pèse ainsi fortement sur la stabilité globale des effectifs salariés.

Du côté des offres d'emplois, le territoire en compte plus de 15 500, en baisse de 4 % sur un an. Les besoins restent toutefois dynamiques dans la construction (+22 %) et l'hôtellerie-restauration (+10 %), tandis que les offres diminuent nettement dans les services (-24 %).



L'ESS et le tissu associatif dans le Grand Besançon

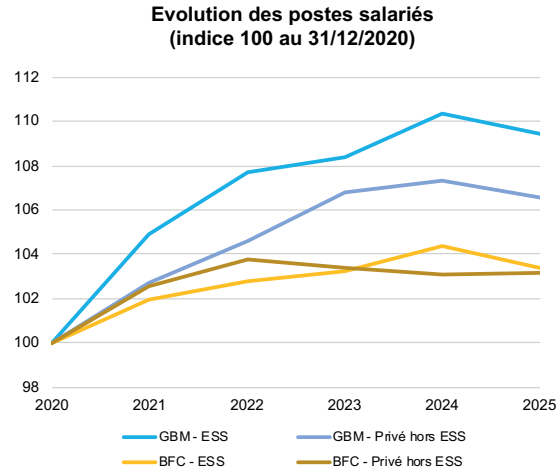
Définition

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondés sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. »

economie.gouv.fr

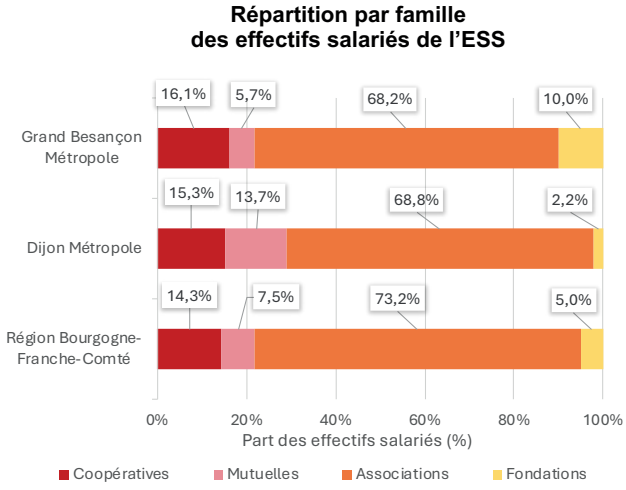
Chiffres-clés de l'ESS à GBM

- **891 établissements** employeurs de l'ESS
- **11 578 postes** salariés, représentant 9 104 ETP et **328 millions d'€ de rémunérations** annuelles brutes (hors cotisations sociales)



URSSAF de Bourgogne et de Franche-Comté, traitement CRESS BFC - GBM

- **Dynamique de l'emploi** (2020-2025) : l'ESS du Grand Besançon affiche la croissance la plus forte (indice ~109), devançant le privé hors ESS local (~107) et l'ensemble régional, ESS et privé confondus, plus modéré (~103-104).
- **Lecture d'ensemble :** la croissance de l'ESS est plus importante sur l'agglomération bisontine, portée par des acteurs et trajectoires institutionnelles spécifiques, plutôt que par une dynamique régionale homogène. Une baisse globale est observée depuis 2024.



Insee FLORES 2022, traitement CRESS BFC - GBM

- **Poids sectoriel :** les associations dominent l'emploi ESS sur les trois territoires (68-73%), les coopératives restent stables (14-16%).
- **Spécificités locales :** à Dijon, le poids des mutuelles (13,7 %) reflète l'implantation historique de VYV 3 Bourgogne dans le médico-social ; à Besançon, le poids des fondations (10 %) tient à la création récente de la Fondation Pluriel (ex-Adapei du Doubs, 2022).

Parole d'expert

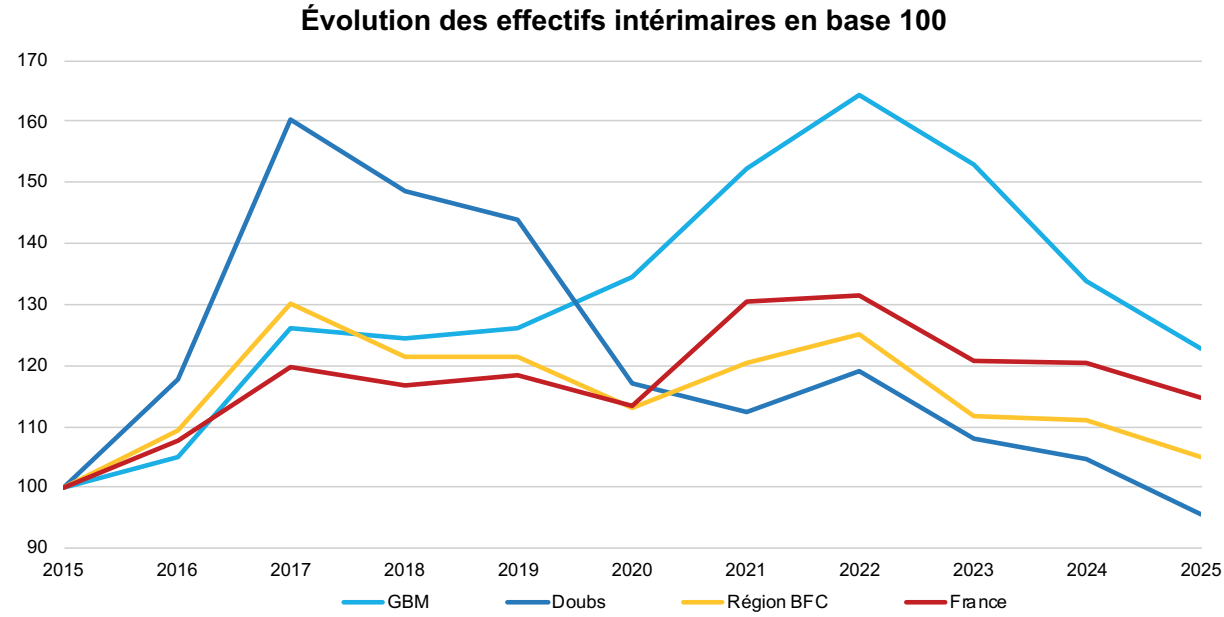
L'évolution est donnée à partir d'un indice 100 au 31/12/2020 car le périmètre URSSAF n'est pas exhaustif, il exclut le champ agricole, géré par la MSA. Les données URSSAF sont donc utilisées en valeur relative pour mesurer les évolutions concernant le champ URSSAF.

L'emploi intérimaire

Définition

L'intérim est considéré comme un indicateur conjoncturel : les entreprises y ont recours pour ajuster rapidement leurs effectifs en fonction de l'activité. Une hausse de l'emploi intérimaire peut ainsi traduire une reprise, tandis qu'une baisse peut signaler un ralentissement.

La base 100 permet de comparer les évolutions sur des ordres de grandeurs différents à partir d'une même année de référence.



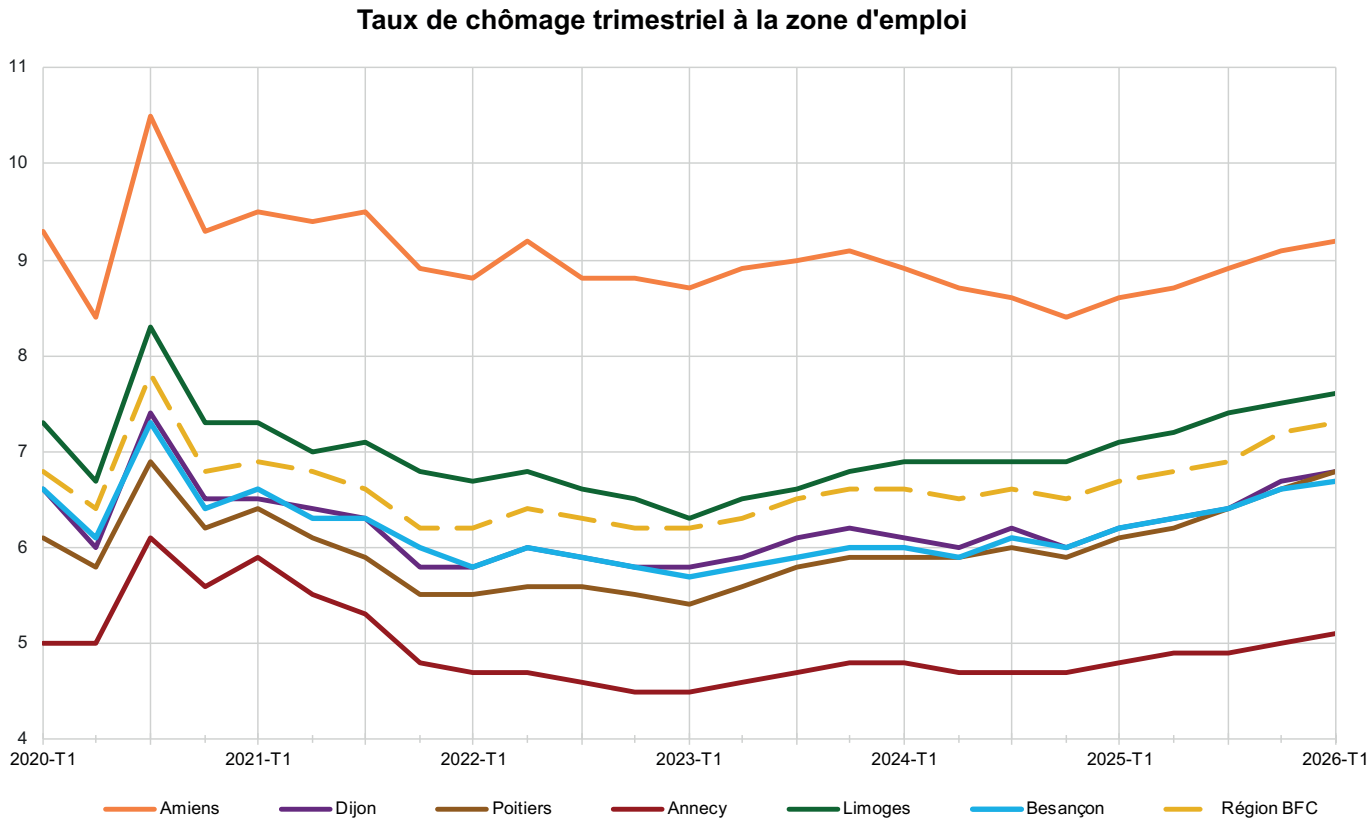
URSSAF 2025, nombre d'intérimaires en fin d'année, Traitement GBM

À différentes échelles, **l'emploi intérimaire connaît une nette contraction après 2022**. À l'échelle départementale, cette baisse conduit même l'indice à passer sous son niveau de 2015 (95 en 2025). Le Doubs se distingue par un pic particulièrement marqué en 2017 (indice 160), avant une diminution progressive des effectifs. Cette évolution s'explique notamment par le poids important de l'automobile dans l'intérim du nord du département.

À l'inverse, GBM connaît un pic plus tardif, dans le contexte de la reprise post-covid. L'indice atteint 164 en 2022, soit 64 % de plus qu'en 2015, avant de diminuer progressivement pour atteindre 123 en 2025. Cette dynamique plus favorable jusqu'en 2022 peut s'expliquer par une plus grande diversification des secteurs employant des intérimaires sur GBM.

Depuis 2022, la baisse de l'intérim concerne l'ensemble des territoires observés. Elle peut notamment être mise en relation avec les difficultés rencontrées par certains secteurs industriels, qui constituent les principaux pourvoyeurs d'emploi intérimaire, ainsi qu'avec un ralentissement dans les services.

Chômage à la zone d'emploi



Taux de chômage localisé par zone d'emploi, INSEE, 2026

Taux de chômage* 1er trimestre 2026

- France : **7,9 %**
- Région Bourgogne-Franche-Comté : **7,3 %**
- Doubs : **7,9 %**
- Zone d'emploi de Besançon : **6,7 %**

Synthèse

- Un taux de chômage globalement contenu sur la zone d'emploi de Besançon : après un point bas à 5,7 % mi-2023, le taux remonte progressivement pour converger avec Dijon autour de 6,7 % en 2026, en suivant la trajectoire régionale mais avec 0,5 point de moins sur la période récente.
- Un rebond généralisé depuis 2023 : après une baisse entre 2021-2023 (suite au pic post-covid en 2020) avec un retour à la normale, le chômage repart à la hausse partout, avec une accélération fin 2024.
- Dijon/Besançon/Poitiers stables, Annecy en tête : Dijon, Besançon et Poitiers terminent entre 6,7 % - 6,8 % ; Annecy conserve la situation la plus favorable, à 5,1%.
- Amiens et Limoges au-dessus, avec des taux proches de 9,2 % et 7,6 % en 2026, supérieurs à la BFC (7,3 %).

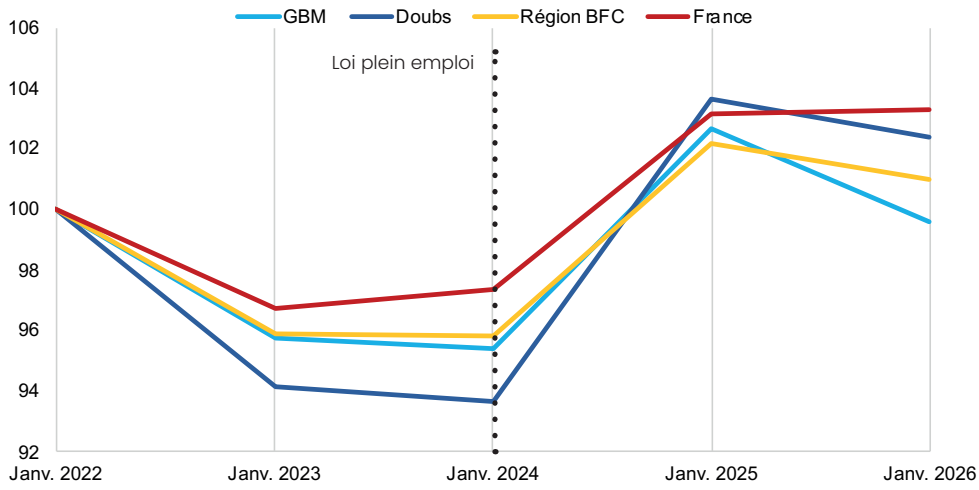
*au sens du Bureau International du Travail (BIT), plus précisément du « taux de chômage localisé » càd : 15 ans ou + sans emploi, disponible pour prendre un emploi sous 15 jours. https://www.insee.fr/fr/statistiques/1893230

Les demandeurs d'emploi ABC

Définition

Les demandeurs d'emploi A, B et C regroupent les personnes tenues de rechercher un emploi : sans activité en cat. A, ayant exercé une activité réduite courte en cat. B, ayant exercé une activité réduite longue en cat. C. Le tout sur les 2 derniers mois.
Leur évolution permet de mesurer les dynamiques du marché du travail local. Toutefois, l'entrée en vigueur de la loi Plein Emploi en 2024, avec l'inscription systématique de nouveaux publics au 1er janvier 2025, notamment les bénéficiaires du RSA et des jeunes accompagnés par les Missions Locales, peut entraîner une hausse mécanique du nombre d'inscrits et donc affecter la lecture des évolutions de l'effectif.

Évolution des demandeurs d'emploi cat. ABC base 100

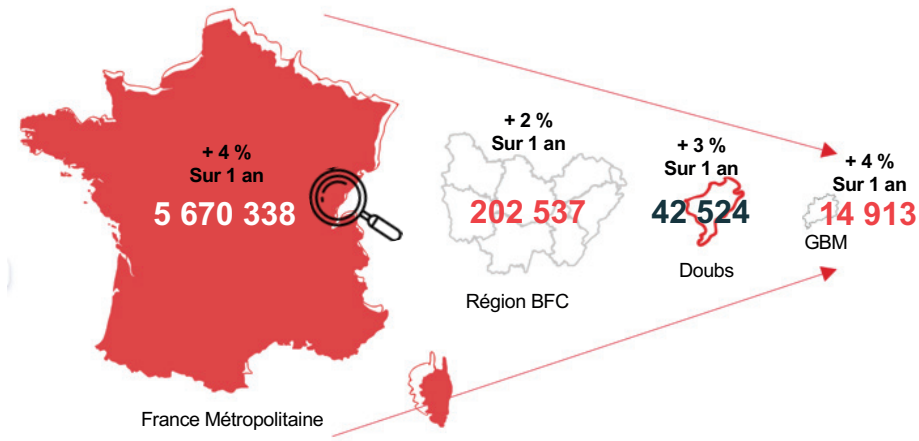


France Travail - Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en cat. ABC à fin mai 2026

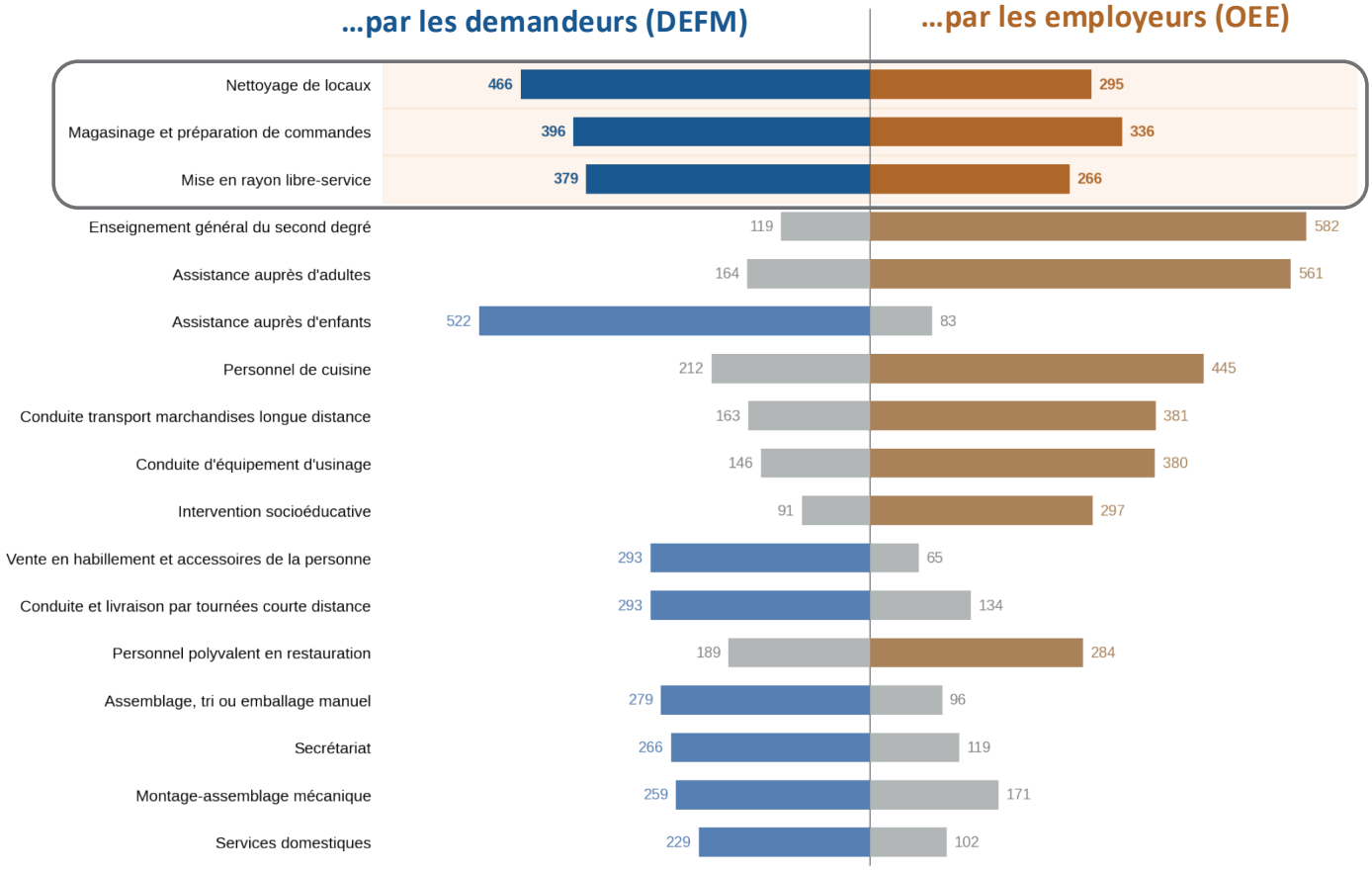
Parole d'expert

La hausse mécanique de la prise en compte de nouvelles catégories impacte les effectifs des cat. ABC, mais moins que dans les autres catégories. Le fait d'analyser uniquement les cat. ABC limite donc l'effet de la loi Plein emploi. Indépendamment de cette dernière, une hausse des demandeurs est toutefois observée, corrélée avec le taux de chômage en légère augmentation.

Nombre de demandeurs d'emploi ABC en mai 2026



Top 10 métiers recherchés



France Travail
Demandeurs d'emploi enregistrés en fin de mois (DEFM) à France Travail en cat. ABC à fin mai 2026
Offres d'emploi enregistrées (OEE) par France Travail entre juin 2025 et mai 2026

3 métiers sur 10 se retrouvent des deux côtés (nettoyage de locaux, magasinage et préparation de commandes, mise en rayon libre-service) et sur ces 3, la demande dépasse systématiquement l'offre.

Aide à la personne : très recherchée par les demandeurs (enfants, 522) et par les employeurs (adultes, 561), mais sur des profils différents.

Des besoins employeurs peu couverts par la demande : enseignement (582 offres vs 119 demandeurs), assistance aux adultes (561 vs 164) et personnel de cuisine (445 vs 212) affichent les écarts les plus marqués. Enseignement et restauration concentrent globalement une forte demande employeurs peu reflétée côté demandeurs d'emploi.

Des métiers plus équilibrés mais toujours orientés demande : vente en habillement, secrétariat, montage-assemblage affichent des écarts plus modérés, mais l'offre y reste inférieure à la demande.

Conclusion

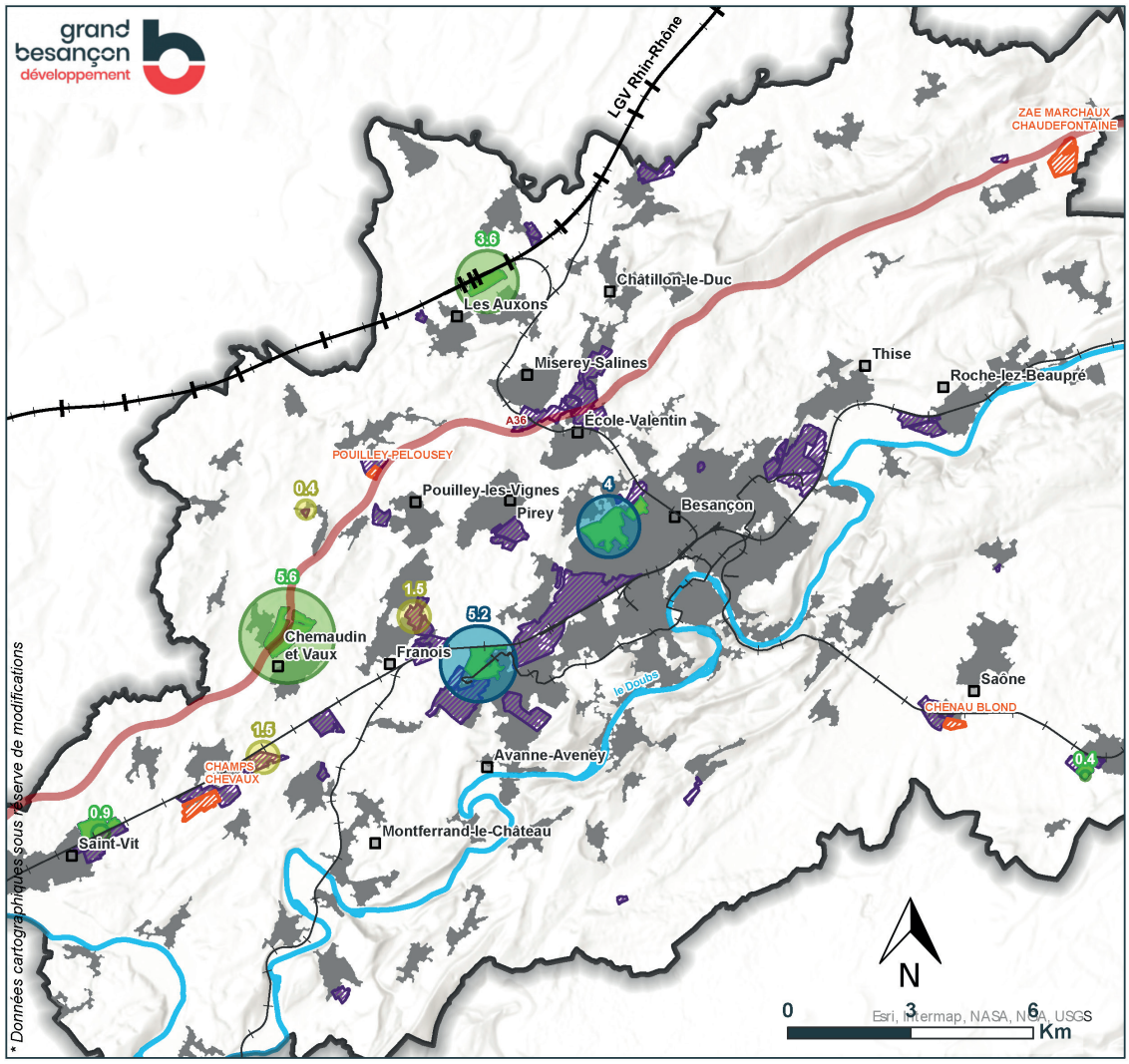
- **Une stabilisation de l'économie post-covid,** dans un contexte national moins favorable et avec une progression de l'emploi qui semble atteindre un plafond lié à la main-d'œuvre disponible.
- **Un ralentissement national de certains secteurs :** le Grand Besançon, à l'instar d'autres territoires subit les effets de la crise immobilière (transactions, BTP…). Le recul de l'industrie, pourvoyeur d'intérim, contribue à cette inflexion et se répercute sur le chômage et sur la demande d'emploi.
- **Des enjeux persistants d'adéquation entre l'offre et la demande de travail,** renforcés par les difficultés de mobilité géographique, constituant un enjeu structurant du marché du travail local. Les tensions restent toutefois concentrées sur certains secteurs.
- **Un écosystème local favorable à l'innovation et à la résilience** : GBM jouit de savoir-faire d'exception et de secteurs de pointe à forte valeur ajoutée, renforçant sa résilience. La dynamique de recherche et d'innovation contribue également à renforcer l'attractivité et la capacité de résilience du territoire.
- **Une économie qui conserve néanmoins de solides atouts** : le Grand Besançon bénéficie d'une économie diversifiée et d'une répartition sectorielle équilibrée, fortement orientée vers les services et les fonctions métropolitaines. La présence d'emplois qualifiés et de CSP+, ainsi que le poids important de l'emploi public, constituent des facteurs de stabilité.

- GBM semble entrer dans **une phase de stabilisation** plutôt que de retournement marqué. Le ralentissement actuel traduit à la fois la fin **des effets de rattrapage post-covid**, l'influence d'**une conjoncture nationale moins favorable** et **les fragilités propres à certains secteurs.**

- Toutefois le territoire dispose **de nombreux amortisseurs économiques**, dont **la diversité du tissu productif, le poids des services et de l'emploi public, le niveau de qualification et un écosystème recherche-innovation** riche et dynamique.



Offre foncière et immobilière dans le Grand Besançon



Direction Économie, Innovation et Territoires
© Grand Besançon, 2026

Disponibilités foncières en ZAE dans le Grand Besançon

Légende

- Communes de plus de 2000 habitants

Foncier réservé (ha)

Disponiblités foncières en ZAE (ha)

Disponiblités foncières Technopoles : accueil d'activités spécialisées (Santé - Microtechniques, ha)

- ZAE avec foncier disponible
- Zones en projet à l'horizon 2030
- Autres ZAE
- Contour de Grand Besançon Métropole

→ 19,7 ha de foncier disponible

Pour connaître **l'offre immobilière et les chiffres du marché immobilier professionnel** dans le Grand Besançon, **consultez Immovision**

Scannez le QR code pour consulter l'Immovision

ou rendez-vous sur **grandbesancondeveloppement.fr**

Les projets en cours

NANO - TEMIS Microtechniques (livraison 2027)
Nouveau bâtiment de 3 185 m² **dédié aux entreprises innovantes des microtechniques et de l'industrie de précision**.
Offre un parcours résidentiel aux start-up en croissance grâce à des espaces modulables (70 à 470 m²).
Projet exemplaire sur le plan environnemental (géothermie, photovoltaïque, réemploi des matériaux, renaturation du site).

NEW Besançon - Francéclat (horizon 2028-2029)
Construction d'**un nouveau pôle technique de référence pour les filières horlogerie, bijouterie-joaillerie, orfèvrerie et arts de la table**.
Investissement d'environ 10 M€ sur TEMIS Microtechniques.
Un équipement de nouvelle génération destiné à renforcer l'innovation, la recherche, la formation et la compétitivité des entreprises de la filière.

Le Numérique - Planoise (ouverture 2027)
Création d'**un tiers-lieu de 3 000 m²** consacré **au numérique et à la French Tech**.
Un lieu ressource pour accompagner la transformation numérique des entreprises, favoriser la création d'activités innovantes et développer les compétences numériques des habitants.
Projet structurant du renouvellement urbain de Planoise, contribuant à faire émerger un véritable quartier d'excellence numérique.



Bâtiment NEW Besançon


Bâtiment Le Numérique


Bâtiment Nano



grand besançon développement

Une publication de l'Obs Éco, l'observatoire économique de Grand Besançon Métropole

Grand Besançon Métropole

Direction de l'Économie,
de l'Innovation et des Territoires

La City - 4 rue Gabriel Plançon
25043 Besançon cedex

Tél. 03 81 87 88 89

Antoine LAFOREST
Chargé de mission Observatoire économique

antoine.laforest@grandbesancon.fr

grandbesancondeveloppement.fr

Conception : Direction communication du Grand Besançon - Imprimerie municipale IMPRIM'VERT®